

Fédération Syndicale Unitaire Y de Dôme

N°47

SOMMAIRE

Janvier
2006

Prix du
Numéro
0,30 €

Page 1 : Edito : le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs
Page 2 : C o n t r e le projet de directive Bolkestein, Carte scolaire 2006
Page 3 : Défendre l'école et les services publics, les salaires et l'emploi.
Page 4 : Lecture - Contre le renoncement - A noter

Dispensé de timbrage

CTC Clermont-Fd

Déposé le 26-01-2006

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
L.A. POSTE

Maison du peuple - 29 Rue Gabriel Péri - 63 000 CLERMONT-FD
Tel. : 04 73 31 24 83 - Fax : 04 73 31 76 87 - email : fsu63@fsu.fr
Bulletin de la FSU du Puy de Dôme - Trimestriel - N° CPPAP 3972 D 73S - N° ISSN 1247 - 2573

Directeur de la publication : Miguel GONZALEZ

Le plus sacré des droits, le plus indispensable des devoirs

Le 24 juin 1793, Saint-Just participait à l'écriture des droits de l'homme et du citoyen. Il écrivit ce qui devint l'article 35 : "Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs."

Non, la FSU n'appelle pas à l'insurrection, mais il m'a semblé utile dans la période de rappeler cet article des droits de l'homme et du citoyen car les récentes annonces du Premier ministre marquent une fuite en avant dans une politique libérale qui remet de plus en plus en cause les droits des salariés mais aussi de tous les jeunes, chômeurs, immigrés ... et tourne le dos à une véritable politique de croissance et d'emploi, de justice sociale, de lutte contre les inégalités.

Non seulement l'extension du Contrat Nouvelle Embauche (C.N.E.) sous le nom de Contrat Première Embauche (C.P.E.) va se traduire par une précarité généralisée pour les jeunes mais elle constitue un pas de plus dans la "déconstruction" du code du travail et la remise en cause des CDI. Cette mesure s'accompagne de la volonté de généralisation de l'apprentissage comme mode de formation professionnelle à égalité avec les autres voies ; elle s'accompagne aussi d'une incitation au développement des heures supplémentaires et au maintien dans l'emploi au-delà de l'âge de la retraite et du cumul emploi-retraites qui vont à l'encontre d'une amélioration des possibilités d'emploi des jeunes.

En même temps ses annonces sur la réduction des déficits montrent des choix clairs et dangereux : réduction draconienne des dépenses publiques qui impliquent une accentuation des suppressions de postes et de nouvelles pertes de pouvoir d'achat ; maintien voire acc

centration des exonérations d'impôts, pour les plus favorisés, et de charges. Cette politique menace à la fois la capacité des services publics à jouer pleinement leur rôle et à contribuer à la lutte contre le chômage mais aussi les conditions de travail, l'emploi, le pouvoir d'achat et les statuts des fonctionnaires. Elle s'accompagne de nouvelles tentatives de remettre en cause les droits et libertés et de développer le tout répressif.

Au plan Européen, en dépit du rejet massif du projet de constitution, le débat au sein du Parlement sur le projet de directive Bolkestein montre le retour en force des thèses libérales : le projet maintient le principe du pays d'origine et les menaces sur les services publics.

Pour la FSU le trésor de l'éducation nationale n'est pas rue de Grenelle. Il est dans les efforts inépuisables des personnels qui ne se satisfont pas du "bon sens" pour faire face aux difficultés quotidiennes. En dépit du climat délétère qui pèse sur elle, l'Ecole continue d'accomplir sa mission d'éducation. Nous invitons les personnels à se mobiliser massivement pour défendre non seulement l'Ecole de la République, mais l'ensemble des services publics et en fait les droits de l'homme et du citoyen en faisant grève et en manifestant le 2 février à Clermont-Fd.

Michel Bouchet

**Grève et manifestation le 2 février!
(modalités en page 3)**

Contre le projet de directive Bolkestein,

mobilisation unitaire !

Le projet de « directive sur les services dans le marché intérieur » doit être débattu en première lecture au Parlement européen le mardi 14 février à Strasbourg. Basé sur le Principe du pays d'origine, devenu par une argutie rhétorique « clause du marché intérieur », ce texte, dans l'esprit de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) de l'OMC, est une incitation à la concurrence entre les Etats et les peuples. Il organise le dumping social, une moindre protection des consommateurs, une remise en cause de la culture, un abaissement des normes environnementales et de santé publique. Ce texte rend, de fait, impossible le contrôle de la puissance publique sur les entreprises de service.

Les services publics sont toujours considérés comme des marchandises. Le projet de directive veut libéraliser l'ensemble des services sans tenir compte de leur diversité. La mobilisation des peuples d'Europe est aujourd'hui indispensable. Nous appelons à construire une **journée de mobilisation européenne le samedi 11 février** qui se traduira notamment par une **manifestation européenne à Strasbourg**. Nous serons aussi présents à la manifestation appelée le 14 février par la CES au moment du débat au Parlement européen. **Contre le projet de directive Bolkestein, nous pouvons gagner !**

CONTRE L'EUROPE LIBERALE, STOPPONS BOLKESTEIN

Conférence-débat animée par **P. KHALFA**
(membre du conseil scientifique d'ATTAC)

**Mercredi 8 Février à 20 h 30 - Faculté
des lettres - Clermont-Ferrand**

à l'appel des organisations :

ATTAC, FSU, CGT, UNEF, Collectif du 29
Mai, PCF, Les Verts, LCR.

*Pour participer à la manifestation unitaire du
11 Février à Strasbourg, prendre contact avec
la FSU ou au : 06 82 30 98 82*

Carte scolaire 2006 :

Encore des dégradations !

La préparation de la rentrée 2006 augure celle-ci comme catastrophique. Les spécificités de notre Académie, insuffisamment prise en compte nous infligent une double peine.

Les arguments démographiques avancés par l'administration ne sont pas acceptables : suppression de 13 postes dans l'académie pour le premier degré avec près de 600 élèves en plus !!!

Dans le second degré alors que l'Académie a déjà payé un lourd tribut aux restrictions budgétaires les deux dernières années (perte de près de 250 équivalent postes), la " dotation " 2006 nous ampute 92 postes supplémentaires. De surcroît comme 12 équivalent-postes sont fléchés pour les collèges "ambition réussite", c'est 104 équivalent-postes qu'il faut retirer dans les établissements. A noter que parmi ces suppressions de postes, 11 emplois de titulaires remplaçants disparaissent au profit de 32 190 HSE dans le cadre du décret De Robien, les absences longue durée seraient-elles traitées dorénavant comme les absences de courte durée ? Est-ce la fin du corps des personnels titulaires remplaçants ? Cela signifie encore des dégradations des conditions de travail et une régression de l'offre de formation.

Alors que la Région prépare un plan régional de formation (P.R.D.F.), il est clair que ce budget ne peut pas permettre une réflexion sereine.

En effet, les suites des processus des fermetures de l'an dernier vont se poursuivre en Lycées et LEP, et même entraîner la fermeture de nouvelles formations (des établissements sont déjà mobilisés).

Pour les collèges, les plus grandes craintes sont à attendre dans le cadre de l'application de la Loi Fillon.

Les nouveaux dispositifs comme les Parcours Personnalisés de Réussite Educative (P.P.R.E) et les collèges "ambition réussite" ne sont pas financés, mais ponctionnés sur les moyens existants (ceux permettant la constitution de groupes, de classes supplémentaires ou d'autres pratiques pédagogiques).

Tout ceci est la conséquence d'une politique qui ne donne plus la priorité à l'Education Nationale et qui au travers de la décentralisation des personnels TOS, de la loi Fillon et des nouvelles mesures annoncées (en particulier sur les ZEP), démantèle le Service Public d'Education.

**C'est une autre politique que
nous continuons à exiger, dans la
rue pour commencer, dès le 2
février.**

Eric Ragain, Claude Delétang

Défendre l'école et les services publics, les salaires et l'emploi.

La FSU appelle l'ensemble des personnels actifs et retraités à assurer la réussite de la journée unitaire de grève et de manifestation du Jeudi 2 Février en y étant porteurs de leurs revendications en matière de salaires et de pensions, de reconstruction de la grille mais aussi d'emploi, de défense des statuts et des services publics et notamment dans l'éducation de leurs exigences pour une autre politique qui assure la réussite de tous les jeunes.

L'école publique est aujourd'hui menacée par :

- ☛ La baisse dramatique des recrutements.
- ☛ Les suppressions de postes et de sections
- ☛ Un ensemble d'orientations régressives, voire totalement réactionnaires - Zep, apprentissage junior, lecture, etc... Ces mesures accentuent les inégalités scolaires et le tri social dès l'école. Elles vont à l'encontre des véritables solutions pour lutter contre l'échec scolaire et remettent en cause le principe d'une scolarité jusqu'à 16 ans
- ☛ Le démantèlement de la communauté éducative au travers d'une décentralisation qui transfère de façon autoritaire des personnes et des missions essentielles au bon fonctionnement de l'école.
- ☛ L'abandon d'une politique ambitieuse en matière de recherche publique et d'enseignement universitaire

A tous les niveaux, La FSU revendique pour l'école publique les moyens financiers et humains nécessaires pour répondre aux demandes croissantes d'éducation et de formation.

Les salaires des fonctionnaires sont amputés et les propositions ministérielles reviennent à entériner une baisse de pouvoir d'achat de l'ordre de 1,3% qui s'ajoute à la perte de 5% entre 2000 et 2004. La proposition démagogique de plus de salaires pour moins d'emplois est un marché de dupes pour les personnels et les services publics. **Nous continuons à revendiquer le rattrapage du pouvoir d'achat perdu et sa progression.**

L'emploi public est totalement précarisé avec la multiplication recrutements sur des contrats précaires. Un sort indigne est fait à des personnels privés de droits et de perspective de titularisation.

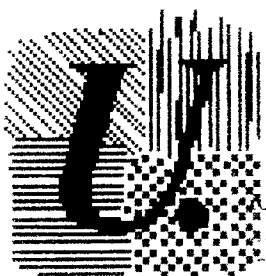
La FSU continue de revendiquer l'arrêt de tels recrutements et la titularisation de l'ensemble

des personnels précaires.

Aujourd'hui l'extension du CNE sous le nom de Contrat Première Embauche (C.P.E.) * va se traduire par une précarité généralisée pour tous les jeunes. Les pouvoirs publics pratiquent la fuite en avant dans une politique libérale et répressive qui remet de plus en plus en cause les droits des salariés, mais aussi des jeunes, chômeurs, immigrés.

Ils tournent le dos à une véritable politique de croissance et emploi, de justice sociale et de lutte contre les inégalités.

Tous ensemble résistons et construisons les convergences de lutte pour la satisfaction de nos revendications.



Manifestation :

Rassemblement à 10 h, place du 1er mai puis manif par avenue de la République, avenue des Jacobins, De-lille, Trudaine, cours Sablon, boulevard Lafayette, Pyramide, rue Lagarlaye, rue Gonod, place de Jaude, Préfecture où une délégation sera reçue.

Assemblée générale des personnels :

14 H 30 Salle Numéro 7 du Centre Jean Richepin (près du Lycée Sidoine Apollinaire)

Communiqué C.P.E. *

Les organisations étudiantes et lycéennes et les organisations syndicales de salariés UNEF, UNL, CFDT, CFTC, CGT, CGT-FO, FSU, UNSA se sont réunies le 24 janvier 2006, ces organisations ont confronté leurs analyses sur les dernières décisions gouvernementales relatives à l'emploi des jeunes, décisions annoncées brutalement au mépris de toute concertation.

Elles ont confirmé leur opposition au projet de Contrat Première Embauche (C.P.E.) * (suite au CNE)

La discrimination à l'encontre des jeunes, l'aggravation de la précarité pour tous les salariés qu'il entraîne, imposent une première action.

C'est pourquoi elles appellent leurs structures locales à des manifestations communes le 7 février sur un seul mot d'ordre :

" Retrait du CPE "

L'ensemble des organisations présentes appelle toutes les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens à renforcer, par leur présence et leur appel, cette journée de mobilisation et d'action.

Dès aujourd'hui et notamment le 31 janvier, début de l'examen en première lecture du projet de CPE par l'Assemblée Nationale, les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens mèneront des actions de sensibilisation pour réussir les manifestations du 7 février 2006

Apprentissage de la lecture : c'est n'importe quoi !

Le Ministre de l'éducation nationale a fait paraître une circulaire relative aux méthodes de lecture en date du 3 janvier 2006.

Ce texte n'a fait l'objet d'aucune concertation préalable et ignore fondamentalement la réalité des pratiques mises en oeuvre dans les écoles. Ignorance du Ministre "quand il veut obliger tous les instituteurs à procéder de manière identique, quelle que soit leur expérience, ou prétend imposer à tous la méthode syllabique en parfaite contradiction avec les programmes actuels" comme l'évoque Roland Goigoux dans une interview donnée à la revue nationale du SNUipp (Fenêtres sur Cours).

Le Ministre officialise ainsi une prise de position quasi idéologique, totalement contre-productive en matière pédagogique.

Le SNUipp-FSU appelle les enseignants à s'en tenir exclusivement, dans l'intérêt des élèves aux programmes du primaire de 2002 qui font autorité, qu'il s'agisse du choix de la méthode d'apprentissage de la lecture ou des démarches conseillées.

Le SNUipp-FSU est signataire avec d'autres organisations syndicales, de nombreuses associations, de personnalités, de l'appel :

"Apprentissage de la lecture : assez de polémiques, des réponses sérieuses".

Vous pouvez le signer en ligne sur le site :

www.snuipp.fr.

Education : contre la logique de renoncement !

Un autre appel, à signer également en ligne :

"Education : contre la logique de renoncement"

Il a également déjà reçu de nombreuses signatures d'enseignants, chercheurs, universitaires... Il vise à s'opposer plus largement aux attaques frontales menées par ce gouvernement contre le Service Public d'Education et l'ambition de réussite pour TOUS les élèves, avec notamment :

- la fin de la scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans, et la "possibilité" d'aller en apprentissage sous contrat de travail dès 14 ou 15ans,

- une nouvelle réforme des Zones d'Education Prioritaires (ZEP) qui renie toute ambition de transformation progressive de notre système éducatif et qui est faite à moyens constants !....

- la suppression de 1500 postes d'enseignants au concours de professeur des écoles en période de forte augmentation des effectifs d'élèves en maternelle et élémentaire et de 4800 places, toutes disciplines confondues, dans le second degré !....

Réagissons ! Signons

Signons et faisons signer massivement ces pétitions autour de nous. Cela participe au lancement, dans l'opinion publique, d'une campagne nationale pour la défense du Service Public d'Education !

Nathalie Bagilet

A noter - A noter - A noter

JEUNESSE au PLEIN AIR – Campagne de Solidarité 2006

En 2006, encore 3 enfants sur 10 ne partent pas en vacances !!

C'est pourquoi la FSU, membre du Comité Départemental JPA 63, avec le SNES et le SNUipp, appelle à relayer, du 18 janvier au 12 février 2006, la campagne annuelle de solidarité dans tous les Etablissements Publics d'Enseignement. Des vignettes autocollantes seront proposées aux élèves et la collecte réalisée permettra au plus grand nombre d'Enfants et de Jeunes de profiter de Temps de Loisirs Educatifs. Ainsi, en 2005, sur le département, 236 bourses individuelles à des familles, pour des séjours en Centres de Loisirs ou de Vacances, mais aussi 5 aides à des projets de classes de découverte ont été attribuées, pour un montant de 10.000 € environ.

Pour informer et réagir aux propos du ministre, l'I.U.F.M. d'Auvergne organise une :

CONFÉRENCE - DÉBAT ouverte à tout public

"Faire le point sur l'apprentissage de la lecture"

Mardi 14 février à 19h45

Fac de lettres amphi 1, 29 bvd Gergovia à Clermont-Fd
Avec : **Roland GOIGOUX**

Professeur des universités - Directeur du laboratoire de recherche sur l'enseignement - IUFM d'Auvergne
et **Michel FAYOL**

Professeur des universités - Directeur du laboratoire de recherche en psychologie sociale et cognitive - Université Blaise Pascal